

# Justice et paix pour le Moyen-Orient

Depuis le début du mois de janvier, plusieurs manifestations ont eu lieu à Bourg au sujet du conflit à Gaza. Des membres du conseil municipal y ont participé. Pour ma part, je ne m'y suis pas rendu, bien que je sois, comme tout le monde, horrifié par ce qui se passe dans cette partie du monde. Même si les moyens utilisés par Israël sont totalement disproportionnés, j'ai estimé que les manifestations organisées affichaient trop un caractère partisan et ignoraient la complexité de la situation. En effet, comme le déclarait François Bayrou le

29 décembre dernier : *"l'affrontement qui a été déclenché à Gaza... est le résultat d'une montée des tensions où se sont enchaînés blocus, rupture de la trêve, multiplications des tirs de roquette, attaques aériennes"*.

A mon sens, ce qu'il faudrait faire, ici en France, c'est interpeller aussi bien Israël que le Hamas sur leurs responsabilités respectives, car il y a malheureusement dans les deux camps des extrémistes qui pratiquent la politique du pire. Ce sont tous ces extrémistes qu'il faut dénoncer.

Personnellement, je préfère participer le premier vendredi de chaque mois à la manifestation **silencieuse** qui a lieu sur la place de l'Hôtel de Ville, car à travers ce rassemblement chacun peut témoigner de sa compassion pour les victimes, ainsi que de son attachement au respect du droit international et à la recherche d'une juste paix pour tous.

**Bernard Guillemaut**  
Conseiller municipal MoDem

## Des alternances qui coûtent cher

Les impôts vont beaucoup augmenter à Bourg-en-Bresse en 2009 : après les 15 % du Conseil Général, nous attendons avec inquiétude des augmentations à la Ville et à la Communauté d'agglomération. Ce n'est bien sûr pas un hasard si ces hausses d'impôts sont consécutives aux alternances qui ont vu la gauche prendre la tête du Département et de la Mairie. Mais ces augmentations révèlent aussi une forte crise de notre système d'administration territoriale. Le citoyen éprouve aujourd'hui en effet, beaucoup de difficultés pour

s'y retrouver dans le millefeuille administratif. Il n'existe en effet pas moins de sept échelons de collectivités publiques : la commune, l'intercommunalité, les syndicats mixtes, le Département, la Région, l'Etat et l'Europe.

Cette superposition présente deux inconvénients :

- les citoyens ne savent plus qui fait quoi en raison de l'enchevêtrement des compétences ;
- les contribuables constatent chaque année, au travers de l'augmentation des impôts locaux que ce système

est coûteux.

Cette situation n'est plus tenable et il est indispensable qu'une grande réforme des structures territoriales soit lancée afin de clarifier, de simplifier et de responsabiliser. Espérons simplement que les conservatismes ne viendront pas freiner une réforme indispensable.

**Les conseillers municipaux  
de la droite et du centre**  
**Tél : 04 74 45 71 50**  
**<http://www.bourparlonsvrai.fr>**